



Monsieur le président,

La politique d'austérité mise en place par le gouvernement se traduit par des mesures économiques d'un cynisme intolérable pour la société.

Pour nos organisations syndicales, une autre politique économique doit être mise en place rapidement, une politique qui remet l'humain au centre des préoccupations et qui ne le considère pas comme une variable d'ajustement.

Dans ce contexte, le service public financier et fiscal se retrouve au coeur de la tourmente, la dégradation des conditions de vie au travail des agents s'accélère. Et les ministres amplifient la destruction au ministère.

Lors du CTM du 13 octobre 2015, les ministres, très fiers d'être à la tête des ministères qui contribuent le plus aux suppressions d'emplois avec près de 2548 suppressions annoncées pour 2016, se félicitent que Bercy soit en première ligne au service des grandes priorités du Gouvernement. Ils félicitent l'efficacité des agents qui subiront les conséquences au quotidien de ces économies indispensables au redressement du pays ! Ils rappellent au passage que nos missions sont centrales mais pas prioritaires !

Comme quoi le cynisme n'est pas uniquement dans les mesures prises, il l'est également dans le discours de nos ministres.

Les conséquences pour les agents des Finances Publiques sont intolérables :

- les suppressions d'emplois accentuent le mal-être au travail,
- les restructurations de services s'accélèrent sans aucune prise en compte du facteur humain
- pour la grande majorité la rémunération est revue à la baisse
- le droit à mutation et les règles de gestion visant à renforcer la mobilité des agents dans l'intérêt du service avec pour seul objectif d'adapter les règles de mutation à la pénurie d'emplois et aux demandes des directions locales,

- le périmètre des missions dans une seule logique budgétaire,
- la durée du temps de travail.

Au plan local le malaise des agents est palpable : des contribuables énervés, un gouvernement aux abois qui fait fi de l'égalité des citoyens devant l'impôt, des restructurations qui développent un sentiment de malaise ; et l'annonce prochaine du nombre de suppressions d'emplois n'est pas fait pour rassurer les agents.

Dans ces conditions, il nous paraît évident de boycotter les instances officielles, qui n'apportent aucune avancée concrète pour les agents, où le dialogue social est réduit à sa plus simple expression.